

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Le Journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
 Pour Roubaix, trois mois, 7 francs 50
 six mois, 14 francs
 un an, 28 francs

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue de l'Abreuvoir, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on s'agit à Paris, chez M. L. FITE-BULLIER, G^e, rue de la Harpe, n° 2.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAYAT, LAFFITE, ROLLIN et C^e pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX, 21 JANVIER 1869.

Bulletin politique

Nous avons dit l'impression produite dans nos centres industriels, par le discours de l'Empereur. Cette impression ne diffère pas beaucoup de celle exprimée par la plupart des journaux. Nos lecteurs vont en juger :

L'Echo de la Bourse. — Si l'Empereur savait! disent les malheureux qui n'ont pas d'opinion politique et qui souffrent des maux inhérents à leur condition sociale. Nous sommes tentés de tenir le même langage, quand nous relisons le discours de l'Empereur. Quelle infranchissable barrière s'est donc élevée entre le Souverain et la nation, que le premier puisse être dans une si complète erreur au sujet des faits les plus palpables? Eh quoi! le chef de l'Etat croit que les transactions commerciales représentent une félicité certaine? Il le dit avec une satisfaction légitime, puisqu'elle est sincère. Qui donc le renseigne?

Évidemment l'Empereur n'a lu ni la pétition des industriels de Mulhouse, ni celle des industriels de Roubaix, ni celle des maîtres de forges du Nord, ni celle des maîtres de forges de Champagne. Il ne sait point quelle situation légalent l'enquête sur les sels, l'enquête agricole.

Les discours d'hier prouvent que l'Empereur ne sait pas. — Henri Mathérol.

L'Union trouve le discours sombre et triste comme le jour dans lequel il a été prononcé.

Un brouillard épais et sombre enveloppe l'atmosphère glacée; le jour qui descend dans la salle des États arrive gris et terne. N'est-ce pas tout l'emblème de la situation?

L'Assemblée, composée de la foule des gens qui ne connaissent ni le silence et l'écoute. Le discours est bref, froid, prononcé d'un ton qui s'accroît d'une sévérité concentrée.

On va le lire. A la première impression il frappe d'une façon peu heureuse; à la réflexion, ce sentiment est plus vif encore.

Les affaires intérieures semblent être la principale préoccupation de la harangue; et cependant, il y a sur l'extérieur des éclairs de défiance et d'anxiété qui déclaire de non moins graves sollicitudes.

Pas un mot de Rome, pas un mot de la Prusse, pas un mot de l'Allemagne. Une simple allusion à la révolution d'Es-

pagne, qui n'a pas altéré les bons rapports du Gouvernement avec ce pays. C'est bien peu en face des intérêts qui s'agitent au-delà des Pyrénées et auxquels la France ne saurait demeurer indifférente.

Le silence sur les accroissements de l'unité germanique, et sur les audaces de l'unité italienne, ces deux menaces continuelles qui nous assiègent et qui causent au regard de nos patriotes anglois; le silence sur la souveraineté pontificale que nos soldats n'abandonneront jamais, n'est pas de la nature à rassurer les esprits et à ranimer la confiance. — H. de Rianey.

Le Français. — La France et l'Europe observeront avec quel soin Sa Majesté s'est complue dans l'annulation de notre puissance et de nos forces militaires. Nous croyons qu'après avoir lu ces discours, ceux qui prétendraient en tirer le présage des événements qui vont s'accomplir en Europe y trouveraient, autant d'engagements pour annoncer la guerre que pour garantir la paix.

Journal de Paris. — Mais l'essentiel n'est pas de connaître une fois de plus tout le bien que le chef de l'Etat pense ou peut dire des institutions qu'il a données à la France ou des réformes qu'il a lui-même apportées dans son gouvernement. Le point important du discours d'hier est ailleurs. L'Empereur nous rappelle qu'il a voulu le premier les réformes récemment accomplies; nous les avons parce qu'il les a voulues. S'il ne les avait pas voulues, nous aurions eu beau les vouloir qu'on nous pardonne cette expression familière, ça n'aurait été comme si nous chantions. Voilà l'essentiel; et, ce qui est non moins essentiel, il nous déclare qu'il ne veut pas davantage; mais être décidé, au contraire, à laisser les choses comme elles sont. Comme elles sont, qu'est-ce à dire? Eh, mon Dieu, que l'opinion publique sera bien jusqu'à un certain point admise dans les libérations de la couronne, mais sous toute espèce de restrictions, et simplement avec voix consultative, comme les Grecs à la Conférence. Encore tous les moyens dont l'administration dispose seront-ils employés pour l'amener à ce choix de représentants et d'ambassadeurs que les plus agréables au pouvoir, et qui lui paraîtront le plus dignes d'être écoutés, non pas des paysans du Danube comme M. Dufaure, mais des hommes d'ordre et de bon conseil comme M. Janvier de la Motte, par exemple.

Le Monde. — C'est par les résultats qu'on s'aperçoit et la politique, a été bonne; et jusqu'à présent l'opinion publique s'est à peine le fil des événements, elle se trouble, hésite, car les principes de la politique lui échappent. Et le gouvernement lui-même professe plutôt de vagues sentiments qu'une doctrine arrêtée. L'esprit de conciliation qu'il imagine entre des intérêts divers, des buts opposés ne repose pas sur des points facilement accessibles à la raison. Aussi les théories qui s'élèvent dans les clubs, et dont l'île Bourbon nous renvoie un écho, nous inspirent-elles des craintes sérieuses pour l'avenir. Nous ne saurions partager l'indifférence ou la confiance du gouvernement. Les idées de 1868 ressuscitées peuvent créer une question intérieure, au moment même où se posera la question extérieure. Et l'expérience des choses révolutionnaires nous apprend quelle serait une entrave au patriotisme, un obstacle et non un secours. — Cequille.

La Gazette de France. — L'Empereur a cité l'Évangile pour rappeler qu'on reconnaît la route de l'arbre aux fruits qu'il porte. Cela est profondément vrai, et le Pape a souvent rappelé cette grande vérité à ceux qui ont cru qu'en semant la graine révolutionnaire ils recueilleraient l'ordre, qu'en préparant la guerre et les armements ils recueilleraient les fruits de la paix. Mais nous ne voulons pas dire en ce moment quelle saveur ont les fruits de l'arbre gouvernemental qu'on nous a donné à goûter, qu'ils aient été cueillis au Mexique, à Sadowa, en Italie, en Algérie, en Pologne, cela nous entraînerait trop loin. — Janicot.

Dans sa séance d'hier, le corps législatif a validé les élections de M. Malassens, dans les Alpes-Maritimes, et de M. Laroche-Jobert, dans les Charentes. Après quelques observations de M. Bethmont, auxquelles a répondu M. Rouher, l'élection de M. le marquis de Piennes, dans la Manche, a été également validée.

On a procédé, dans les bureaux, à la nomination des présidents et secrétaires. Plusieurs interpellations sont annoncées; entre autres, une de M. Bethmont sur les événements dans l'île de la Réunion, vien d'être le théâtre.

On mande de Rome que ces jours-ci le roi François II, a reçu une adresse de félicitation de la Chambre de Parme et Sicile, par 14,856 signatures.

Le résultat des élections en Espagne est manifestement favorable à l'opinion monarchique. Les trois-quarts des membres des Cortes constituées appartiennent à ce parti. Quelques désordres, bientôt réprimés ont eu lieu à Aranjuez; une dépêche de Madrid annonce que le soulèvement de la Havane diminue sensiblement et que les affaires reprennent.

Nous avons mis sous les yeux de nos lecteurs, les lettres adressées à M. le ministre du commerce par les Chambres consultatives de Roubaix et de Tourcoing. En lisant ces exposés si nets et si précis de notre situation commerciale, on a pu s'expliquer d'où vient le malaise qui pèse sur nos industries. Tous maintenant peuvent se rendre compte des effets produits par le traité de 1860 et comprendre la cause de cette langueur qui a succédé à l'activité et à la prospérité du passé.

Pour nous, la démonstration est complète, irréfutable. Ceux qui ont en mains nos destinées se rendront-ils à l'évidence et consentiront-ils enfin à porter remède à un mal qui n'est qu'un trop réel et trop profond? ... Nous n'osons pas l'espérer. On a dit un jour à nos industriels que le mal qu'ils redoutaient alors et dont ils souffraient aujourd'hui n'était qu'imaginaire. Comme moyen préventif, on les engageait à compléter, à perfectionner leur outillage. Rendons leur cette justice, ils ont suivi ce conseil avec la résolution et l'énergie qui les caractérisent. Mais hélas! si la situation présente devait se prolonger, ces efforts généreux se tourneraient contre eux et ne feraient qu'aggraver le mal dont ils voulaient se guérir.

Et cependant, il se rencontre des hommes qui, ne jugeant que sur des positions exceptionnelles et se trouvant personnellement satisfaits, ne voient pas ou feignent de ne pas voir la situation générale et nous disent: Est-ce bien prouvé que la cause dont vous vous plaignez soit le résultat du traité de commerce? Cette question a été faite, nous le savons;

mais alors les rapports que nous avons publiés n'étaient pas connus encore. Aujourd'hui le doute n'est plus possible et tout homme de bon sens qui a avec attention les lettres et remarques de nos Chambres consultatives, devra être avec nous que le traité de commerce et la manière dont il est appliqué sont les vraies causes du marasme qui pèse sur nos industries.

Faut-il rappeler à quel chiffre énorme se sont élevées dans les dix premiers mois de 1868, les importations étrangères en tissus de laine? A cinquante millions, droit compris, et si l'on tient compte de l'inexactitude des déclarations en douane, on peut affirmer quatre-vingt millions. Ce chiffre, nous dispense de plus de développements. Sans nul doute, nos concurrents étrangers ne demanderont pas de modifications dans l'application du traité, ou plutôt tous leurs efforts tendront à obtenir de nouvelles diminutions de droits; nous avons parlé dernièrement de la résolution prise à cet égard dans un meeting de Manchester. C'est précisément cette attitude qui autorise et justifie nos plaintes.

Et maintenant, si l'on venait nous dire que rien ne sera changé, que l'on ne consent même pas à équilibrer les conditions d'infériorité relative où nous nous trouvons, par de nouvelles dispositions de tarifs, faudrait-il s'étonner que certains industriels, qui ont réalisé tout ce qu'il était possible de faire, soient obligés d'abandonner la lutte et de former leurs établissements? ... Nous le demandons aux rhéteurs qui ont fait la situation désastreuse que nous subissons.

J. REMOIX.

Nous lisons dans l'Union: Le libre échange continue à faire le bonheur de la France, et particulièrement de l'industrie roubaisienne. Nous ne trouvons la preuve irréfutable dans une lettre adressée au ministre de l'Agriculture et du commerce par la chambre de commerce de Roubaix et dans une pétition revêtue de deux cent soixante signatures compréhensibles, sans exception, tous

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

LE TESTAMENT DE MA TANTE

— Soit! dit-il. Je vais te le dire. Tu vois, ma tante, elle n'a rien laissé à personne. Elle a tout donné à Agathe. Tu vois, ma tante, elle n'a rien laissé à personne. Elle a tout donné à Agathe. Tu vois, ma tante, elle n'a rien laissé à personne. Elle a tout donné à Agathe.

voyais, lui, mon ami, mon ancien maître? non pas... Sérieuse! oui peut-être; car je n'étais plus un enfant.
 — Vraiment! et quel âge avez-vous donc?
 — J'ai seize ans depuis un mois, monsieur Jacques.
 Il me salua gaiement, puis me regarda comme s'il ne m'avait jamais vue.
 — Nous héritons! Vincentes, reprit Jacques d'un ton grave.
 — Ah mon Dieu!... pour aller où? demanda Nicette.
 — A Paris. J'ai une petite augmentation à mon administration qui me permettra de loger ma mère non loin de mon bureau, et de ne plus te venir enlever tout le temps que je consacrais forcément aux voyages.
 — Vous quittez Vincennes?... sans regrets? demanda-t-elle avec une hardiesse subite.
 — Sans regrets, répondit-il, sans que son accent trahit la moindre émotion.
 Qu'une petite fille est une singulière chose! J'avais été heureux de découvrir que Jacques se consolait de la défection d'Agathe; je souffrais dans mon amour-propre féminin de constater que ce grand amour n'était déjà plus qu'un souvenir. Je souffrais peut-être de quelque chose encore; mais regret me venait péniblement aux oreilles. — Oh un cœur!
 Peut-être lui fit-elle des expressions sur sa physiologie indiscrète; il sourit.
 — Nicette me dit-il d'une voix profonde qui remua en moi je ne sais quelle fibre latente, Nicette, comparez cela; chère enfant, j'ai même Agathe pour son dévouement pendant la maladie de ma mère; j'ai même dans Agathe la compagne courageuse d'un très-moderne aventurier

Agathe a brisé le lien, rompu le charme, dissipé l'illusion, je n'aime plus Agathe. Je ne l'aime plus parce que l'amour sérieux a besoin de s'appuyer sur ces choses solennelles que nous appelons la fidélité, l'obéissance, le désintéressement.
 Je ne trouvais pas un mot à répondre; je crois bien que je regardai Jacques avec une naïve admiration.
 — Adieu! me dit-il en serrant doucement la main qui lui tenait encore; vous êtes le seul souvenir heureux que j'emporterai de cette maison. Ne m'oubliez pas, Nicette.
 Je le promis et m'enfus en courant, de peur de lui laisser voir mon visage transfiguré. Je ne m'arrêtai que devant la petite gîte de mon cabinet de travail. J'avais les yeux brûlés, les lèvres roses, les yeux rayonnants. Et pourtant il paraissait, cet ami, le meilleur et pourtant je ne le revis plus. Mais il m'avait dit que je lui serais un bon souvenir. Il m'avait demandé de ne pas l'oublier. L'oublier, était-ce possible? Lui, qui se trouvait dans le vide de mon existence, avait je le dis, prédisposé, semencé et de joyeux rayons?
 La tante d'Agathe avait d'abord légèrement souffert de la résolution violente qu'elle avait prise; mais à l'époque du départ de Jacques, le calme lui était revenu. En dehors de ma tante, rien ne l'intéressait plus; rien ne paraissait troubler la positivité de ses jours. Elle n'eut qu'un regard d'adieu pour la lapissière arrêtée devant la maison, qui vint un matin prendre le mobilier de M. Delpierre pour le transporter à Paris.
 Pour moi, je trouvais un prétexte pour rester assise près de la fenêtre dont les rideaux baissaient et me protégeaient de

les périodes de ce petit drame (tragique ou on appelle un déménagement. Je vis tout à tour s'engouffrer dans la voiture le grand lit, à carreaux de damas jaune, de Mme Delpierre, la toilette antique, la chiffonnière qu'un ouvrier mola-droit renversa sur le trottoir avec ses provisions de fils, de boutons et de rubans. Jugez des cris de la pauvre dame. Je vis la table de travail sur laquelle noyait le voisin écrivait... peut-être des vers. Ah! j'en ai un souvenir en me souvenant que dans mon enfance j'avais souffert de savoir mon malheureux père poète, et que je le pardonnais si facilement à Jacques.
 Et le grand fauteuil, et la bibliothèque, et la glace — très petite — et le linge — peu nombreux — et la batterie de cuisine — presque rien — et l'argenterie repassée par six convulsions en Ruelz. Je vis tout cela avec un intérêt inexplicable; c'était à la fois le premier et le dernier regard que je jetais sur cet intérieur aimé.
 Enfin les déménageurs bourrèrent de paille les interstices des meubles, refermèrent leur véhicule qui s'ébranla lourdement, et je ne vis plus rien.
 Un air solet d'air frappant les vitres m'obligea à reculer ma chaise. C'était un lundi. Des ouvriers, endimanchés, gour-mands des premiers secours du printemps, se rendaient au bois par groupes nombreux. On entendait dans l'éloignement les voix fausses de quelques soldats en gaité.
 — Mon Dieu! que l'existence est triste! murmurai-je en joignant mes mains découragées, et mon ouvrage glissa de mes genoux sur les carreaux vernissés du salon rouge.

Quelques mois passèrent, lents, paisibles, endormis. C'était le calme lourd qui précède un coup de tonnerre.
 Nous étions réunis, un soir, dans le jardin où ma tante avait bien voulu nous laisser librement réparer et même parfois demeurer avec nous. M. Gobin était au bout de l'étréte allée dont il se débattait nerveusement le sable du fer de sa canne. Je vis d'un coup d'œil qu'une agitation insidieuse enveloppait sa main et colorait son visage.
 — Oh! oh!... qu'est-ce? fit ma tante entre haut et bas.
 M. Gobin s'approchait. Lorsqu'il salua, je remarquai un crêpe à son chapeau.
 — Vous êtes en deuil? de qui? demanda vivement Mlle Seraphine en négligeant les périphrases dont elle était prodigue.
 — De mon beau-frère.
 — M. Liéver, d'Aurillac?
 — M. Liéver, oui, dit-il.
 M. Gobin s'assit en essayant les verres de ses lunettes.
 — Oui, ma chère demoiselle, continuait-il d'une voix spéciale, voilà un coup subit, inattendu, un pauvre Liéver! nous sommes tous mortels, nous le savons; nous le disons; mais en vérité nous n'y croyons pas puisque ces choses-là nous étourdissent au point.
 — Ne répétez pas tant que nous sommes mortels, monsieur Gobin; mon ancêtre me le rappelle bien assez de temps, dit ma tante.
 — M. votre beau-frère n'était-il pas de votre âge, monsieur Gobin? demanda Agathe sans lever les yeux, avec un air naïf qui me troubla personnellement.
 Le regard couronné de M. Gobin fut